

NORVÈGE

La Norvège a maintenu son avance en termes de productivité (y compris dans le secteur non pétrolier) sur la plupart des autres pays de l'OCDE, et elle affiche en outre un niveau élevé d'utilisation de la main-d'œuvre. Des réformes structurelles dans les domaines indiqués ci-dessous pourraient néanmoins améliorer encore les résultats économiques.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réformer les régimes d'invalidité et d'assurance maladie

Le chômage est faible, mais le nombre de jours d'absence pour congé de maladie et de titulaires d'une pension d'invalidité est nettement supérieur à celui que laisseraient supposer les indicateurs de santé, avec pour conséquence une réduction de l'offre de main-d'œuvre.

Mesures prises : Aucune. Depuis 2008, les bénéficiaires d'un congé de maladie ou d'une prestation d'invalidité sont censés planifier leur retour à l'emploi avec leur employeur, mais les salariés continuent en fait de réagir de façon rationnelle à un système généreux en se retirant du marché du travail.

Recommandations : Soumettre obligatoirement les demandes de pension d'invalidité à une évaluation initiale et à des contrôles périodiques effectués par des médecins indépendants des employeurs et des familles et/ou réduire les taux d'indemnisation. Sous réserve des contraintes imposées par leur handicap, soumettre les titulaires d'une pension d'invalidité partielle aux mêmes conditions que les chômeurs indemnisés.

Accroître la concurrence sur les marchés de produits

Les obstacles à l'entrée et les participations de l'État dans les entreprises réduisent la concurrence et freinent peut-être la croissance de la productivité.

Mesures prises : Quelques pas en arrière ont été faits en 2010 : le régime d'exonération dont bénéficient certaines catégories de livres eu égard à l'interdiction des prix imposés a été prolongé pour une période de quatre ans, sauf pour les manuels d'enseignement supérieur, dont les prix seront libérés à partir de 2011. L'ouverture de commerces de détail est soumise à de nouveaux contrôles visant à limiter leur impact sur l'environnement.

Recommandations : Réduire les obstacles à l'entrée imposés par la législation dans certains services, notamment la distribution et la poste, et faire en sorte que l'ancien monopole des télécommunications dont l'État est encore actionnaire ne profite pas de sa position de force sur le marché pour faire obstacle aux nouveaux entrants. S'assurer que les préoccupations environnementales sont légitimes et ne servent pas à protéger les opérateurs en place d'éventuels nouveaux concurrents. Réduire les participations publiques et chercher d'autres moyens d'assurer la prise en compte de l'intérêt général dans les secteurs comme la finance et le pétrole.

Réduire le soutien aux producteurs dans l'agriculture

Le secteur norvégien de l'agriculture, bien que de petite taille, est l'un des plus protégés de la zone OCDE, ce qui encourage une utilisation inefficace des ressources.

Mesures prises : Aucune.

Recommandations : Réduire progressivement les mesures de soutien des prix du marché et les restrictions à l'importation pour faire redescendre les prix alimentaires sur le marché intérieur à des niveaux plus proches des cours mondiaux. Lorsque les aides visent des objectifs régionaux, sociaux ou écologiques, choisir des mesures plus ciblées et plus transparentes, et couper le lien avec la production agricole.

Autres grandes priorités

Améliorer les résultats dans l'enseignement secondaire

Les résultats éducatifs, tels que mesurés par les tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), sont faibles compte tenu du niveau élevé des dépenses.

Mesures prises : Depuis 2009, les candidats à la formation d'enseignant doivent satisfaire à des critères d'admission plus exigeants. Les communes doivent établir des rapports en utilisant les indicateurs nationaux, mais elles ne sont pas tenues de publier les résultats des établissements.

Recommandations : Réduire le nombre d'écoles pour réaliser des économies d'échelle et d'envergure, et prendre mieux en compte les besoins des enfants de migrants. Responsabiliser davantage les établissements et les enseignants en utilisant plus largement les résultats, notamment les indicateurs de valeur ajoutée. Inclure les résultats scolaires dans les critères d'évaluation des chefs d'établissement. Améliorer la formation des enseignants et la structure des carrières.

Améliorer l'efficacité de la structure fiscale

Une forte imposition marginale des revenus et de faibles impôts sur les biens immobiliers résidentiels faussent les incitations au travail et à l'épargne.

Mesures prises : Aucune mesure récente concernant l'impôt sur le revenu. L'abattement appliqué aux biens immobiliers pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine doit être réduit à compter de 2010, mais pas éliminé.

Recommandations : Réduire les taux marginaux d'imposition des revenus et rééquilibrer la composition des recettes fiscales en faisant une plus large place aux impôts sur la consommation et sur la propriété immobilière (sur la base de la valeur de marché).

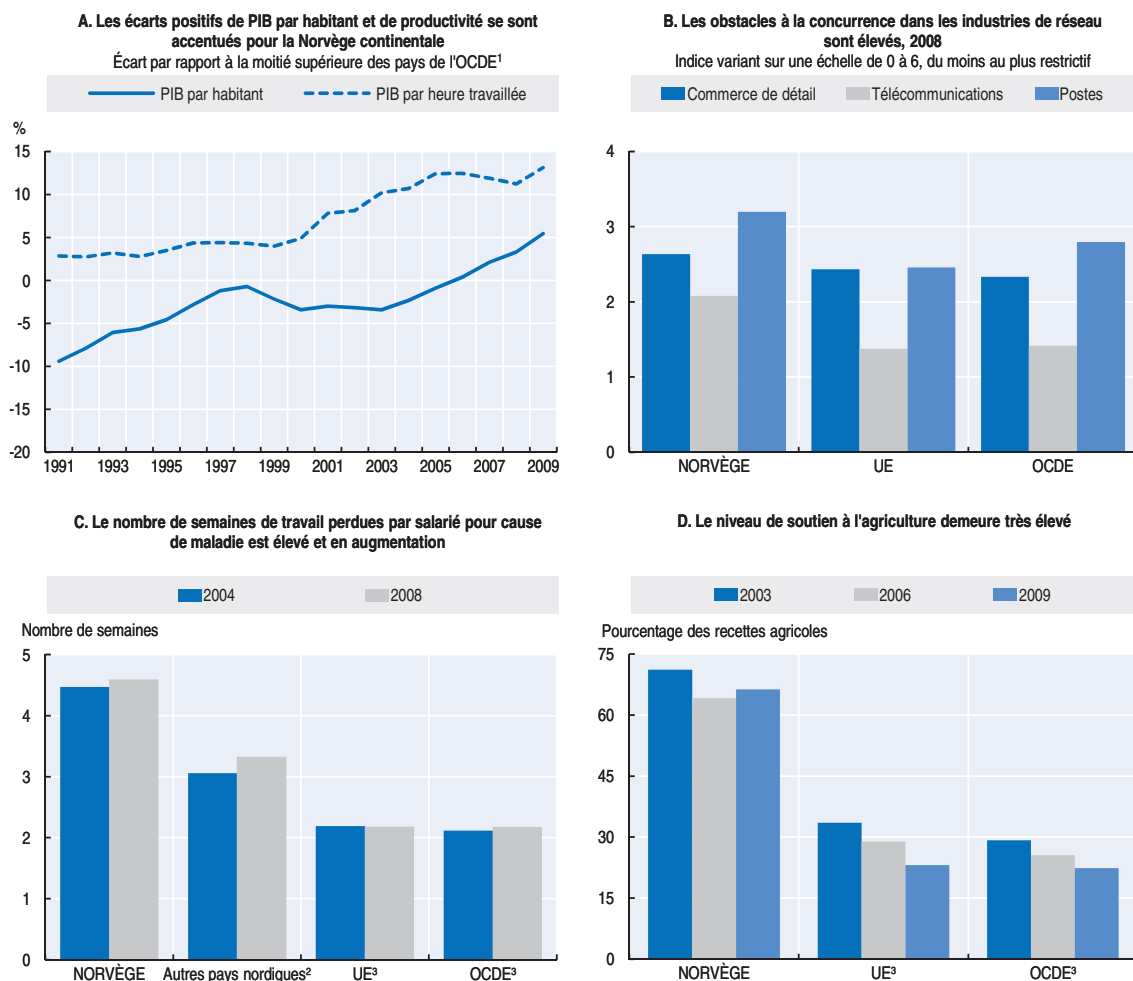
NORVÈGE

Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

	1999-2009	1999-2004	2004-09
PIB par habitant	2.5	2.0	3.0
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	0.1	-0.2	0.4
<i>dont</i> : Taux d'emploi	0.3	0.3	0.4
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.2	-0.5	0.0
Productivité du travail	2.4	2.1	2.7
<i>dont</i> : Intensité capitaliste	0.4	0.3	0.5
Productivité multifactorielle	2.0	1.9	2.2

Source : OECD (2010), estimations fondées sur la Base de données du n° 88 des Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections.



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005). Les données font référence au PIB de la Norvège continentale qui exclut la production pétrolière et le transport maritime. Alors que le PIB total surestime le revenu potentiel durable, le PIB continental le sous-estime légèrement car il ne prend pas en compte le rendement des actifs financiers détenus à l'étranger par le fonds de réserve pétrolier.
2. Moyenne du Danemark, de la Finlande et de la Suède.
3. Moyenne des pays européens de l'OCDE. Les moyennes UE et OCDE ne comprennent pas le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 88 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits ; graphique C : OCDE (2010), Maladie, invalidité et travail – Surmonter les obstacles : Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE ; graphique D : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932387023>